

Algues vertes : l'étau se resserre sur 300 fermes



La commune d'Hillion (Côtes-d'Armor) a connu onze jours de fermeture de plage cet été, à cause des marées vertes.

Thomas Bregardis / Ouest-France

Dans la lutte préventive contre les algues vertes, des premières sanctions pourraient tomber pour près de 300 exploitations. Elles ne font pas assez d'efforts pour diminuer leurs émanations de nitrates.

Dans les Côtes-d'Armor, 1 300 exploitations sont installées dans les trois baies algues vertes. Ces sites sont à Saint-Brieuc, à la Fresnaye en Saint-Cast-le-Guildo et dans la Lieue de Grève et Douron.

Près de 300 d'entre elles ne font pas d'efforts pour lutter contre la prolifération des algues vertes. C'est ce qui ressort des constatations menées par différents services de l'État engagés dans ce dossier sensible. Des premières sanctions pourraient tomber fin 2026 - début 2027. Cette étape importante va être discutée lors du comité départemental de lutte contre les marées vertes. Cette instance se réunit aujourd'hui, à 16 h, à la chambre de commerce et d'industrie des Côtes-d'Armor. Elle comprend des représentants de l'État, des collectivités, du monde agricole et agroalimentaire, des associations de défense de l'environnement.

Des efforts sur le nombre d'animaux à l'hectare

Lors d'un point presse en amont du comité, le préfet des Côtes-d'Armor, François de Keréver, ne cache pas que « **les mesures préventives** » de lutte

contre cette pollution vont être un sujet central. Les 1 300 exploitations arrivent à la fin de la période de volontariat de trois ans, pendant laquelle elles pouvaient engager des actions pour réduire leurs émanations de nitrates.

Les efforts doivent porter sur les quantités d'épandage, le nombre d'animaux à l'hectare, la couverture des sols, la plantation de haies ou de bandes enherbées pour limiter au maximum l'écoulement vers les cours d'eau. « **En mai, lors du dernier comité, nous avons validé le passage au réglementaire** », rappelle François de Keréver.

À ce jour, les services de l'État constatent que près de 50 % des 1 300 exploitations sont engagées dans des démarches vertueuses, avec de vrais résultats obtenus. Un autre quart a pris des mesures sans que cela ne soit suffisant pour le moment. L'accompagnement de tous ces agriculteurs se poursuivra. Il reste 293 fermes qui ne sont toujours pas engagées dans la lutte. Cet automne, toutes ces entreprises recevront un courrier leur indiquant dans quel groupe elles se situent.

Des sanctions financières

Le 15 avril, toutes les mesures auront été faites et l'État sera amené à prendre des arrêtés réglementaires en fonction des non-conformités constatées. Très concrètement, la préfecture pourra au besoin imposer des normes aux exploitations hors des clous. À elles de s'y conformer lors de la saison des cultures 2026-2027. Des sanctions financières pourraient tomber dès la fin de l'année 2026. Le code rural prévoit jusqu'à 7 000 € d'amende, reconductible. Ce qui peut, au final, paraître peu, mais le procureur de la République pourra aussi être saisi.

Cette nouvelle étape intervient alors que la saison 2025 des algues vertes dans le département a été marquée par des échouages moins nombreux. Cette année, 8 000 tonnes ont été ramassées contre 14 000 en 2024. Une baisse qui s'explique, entre autres, par la sécheresse. Mais aussi, « **la tendance est globalement à la baisse depuis dix ans** », se félicite le préfet. La commune d'Hillion a connu onze jours de fermeture de plage cet été. Ce fut la seule du département.

En mars dernier, le tribunal administratif de Rennes avait jugé insuffisantes les actions de l'État en matière de lutte contre la prolifération des algues vertes. Depuis cette date, la réponse de la préfecture est plus forte.

Jérôme MORINIERE.

